

Été 2020

Tendances conjoncturelles

Situation de l'économie suisse

Clôture de la rédaction : 22 mai 2020

Le rapport complet (version allemande) paraîtra le 16 juin. La version française sera publiée ultérieurement.

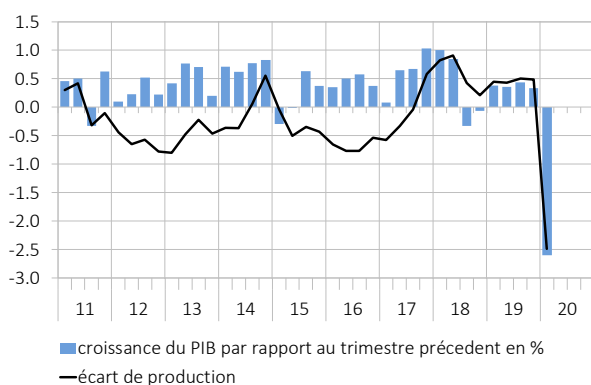
Situation de l'économie suisse

Aperçu

Le PIB de la Suisse s'est fortement réduit (de 2,6 %) au premier trimestre 2020 en raison de la **pandémie de Covid-19** et des mesures prises en vue de l'endiguer (graphique 1). L'Allemagne et l'Autriche ont connu une contraction similaire : les autres pays européens ont subi des replis encore plus importants de leur activité économique au cours du 1^{er} trimestre.

graphique 1 : PIB et écart de production¹

valeurs réelles désaisonnalisées, écart de production en % du potentiel



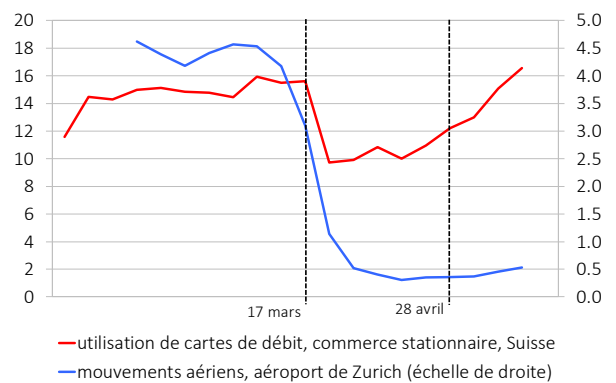
source : SECO

Avec les nombreuses fermetures d'entreprises ordonnées à la mi-mars dans le cadre de la « situation extraordinaire » prévue par la loi sur les épidémies², l'économie suisse a connu un choc d'une ampleur historique sur le plan de l'**offre** : environ 18 % des entreprises ont dû suspendre temporairement leurs activités³, d'autres ont dû les réduire considérablement. Cette situation a touché divers secteurs axés sur la consommation, notamment une grande partie du commerce de détail, de l'hôtellerie et de la restauration, des établissements de divertissement et de loisirs. En conséquence, les dépenses de consommation des ménages privés ont massivement diminué. Un climat de grande incertitude a également pesé sur la demande intérieure. Parallèlement, la situation économique d'importants partenaires commerciaux

s'est rapidement détériorée sur fond de mesures d'endiguement comparables. Il s'est ensuivi un **choc de la demande** pour l'économie suisse. La perturbation des chaînes d'approvisionnement internationales a encore entravé l'activité économique dans certains secteurs. La plupart des secteurs d'exportation ont ainsi connu une évolution négative, à une notable exception près : l'industrie pharmaceutique qui, peu sujette à l'influence des cycles économiques, a de nouveau joué le rôle de moteur de la croissance, tandis que les autres secteurs ont subi des pertes considérables.

graphique 2 : Indicateurs hebdomadaires à partir de janvier 2020

utilisation de cartes : en millions de transactions, mouvements aériens : en 1 000



sources : SIX BBS AG, aéroport de Zurich

Les mesures de politique sanitaire les plus radicales ont été appliquées de mi-mars à fin avril, c'est-à-dire principalement pendant le deuxième trimestre actuel. On s'attend donc à une nouvelle contraction, encore plus importante, du PIB. Cependant, pour le **marché du travail**, les conséquences sont déjà lourdes : bien qu'environ un tiers des salariés aient fait l'objet de demandes anticipées de chômage partiel pour le mois de mars le taux de chômage a fortement augmenté. Diverses données

¹ Pour des informations plus détaillées sur l'écart de production au 1^{er} trimestre 2020, voir : <https://www.seco.admin.ch/croissance-potentielle>.

² <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20200744/history.html>.

³ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/industrie-services/entreprises-emplois/structure-economie-entreprises.assetdetail.12927653.html>.

haute fréquence montrent cependant que la vie économique commence à se normaliser dans certains domaines suite à l'assouplissement des mesures : à titre d'exemple, l'utilisation de cartes dans le commerce stationnaire est déjà revenue, au cours du mois de mai, au

Produit intérieur brut

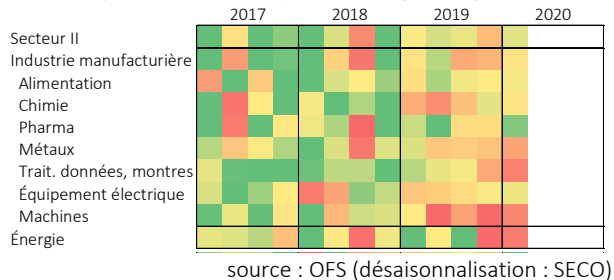
Production

La pandémie de Covid-19 et les mesures de politique sanitaire qui y sont liées ont pesé rudement sur la plupart des secteurs de l'économie suisse (voir également le tableau 1 et le graphique 19 en page 9). L'industrie et le secteur des services ont conjointement contribué à la baisse – historique – du PIB de 2,6 % au premier trimestre 2020.

La valeur ajoutée de l'**industrie manufacturière** a baissé de 1,3 %. Toutefois, les écarts entre les différents secteurs ont eu tendance à s'accroître (graphique 3) : alors que le secteur pharmaceutique a continué de croître, les autres ont enregistré des baisses nominales de leurs ventes parfois significatives, notamment dans les rubriques Fabrication de machines et de produits métalliques ainsi qu'Appareils de traitement de données et montres. À l'exception de la rubrique chimie-pharma, la crise liée à la pandémie de Covid-19 place l'industrie dans une situation difficile : la valeur ajoutée des autres secteurs de l'industrie manufacturière se caractérise, depuis mi-2018 déjà, par une tendance généralement négative : au 1^{er} trimestre 2020, elle est tombée pratiquement aussi bas que lors de la crise financière. Les données d'enquête et les statistiques d'exportation du mois d'avril montrent que le creux de la vague n'a pas encore été atteint : la demande internationale de produits suisses continue de baisser.

L'industrie manufacturière en déclin, à l'exception de la pharma

graphique 3 : Chiffres d'affaires dans l'industrie
valeurs nominales désaisonnalisées, variation par rapport au trimestre précédent : vert = positive, rouge = négative



Dans le **secteur de la construction**, la valeur ajoutée a fortement reculé (-4,2 %). Dans certains cantons, des chan-

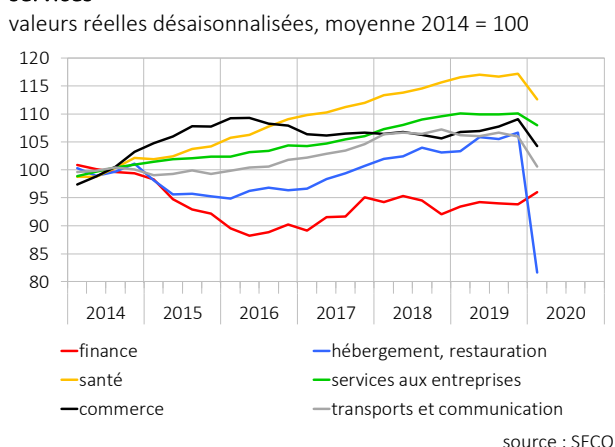
niveau d'avant la fermeture des magasins (graphique 2). D'autres domaines de l'économie sont encore loin de la reprise. Le nombre de mouvements de vols, par exemple, est resté à un niveau très bas en mai.

tiers ont été temporairement fermés, ce qui a eu un impact direct sur la valeur ajoutée et s'est accompagné d'une augmentation du chômage partiel dans le secteur de la construction. Toutefois, le fléchissement s'est produit à un niveau élevé et l'évolution fondamentalement positive des chiffres d'affaires montre que la situation dans le secteur de la construction était tout à fait satisfaisante avant le déclenchement de la pandémie.

Dans le **secteur de l'énergie**, la valeur ajoutée a diminué de 2,7 % au cours du 1^{er} trimestre. Toutefois, le niveau de production d'énergie électrique est resté relativement élevé, en particulier dans le secteur de l'hydroélectricité. La tendance mensuelle de la production d'énergie n'indique pas que la production a été réduite en raison de la pandémie.

Les principaux catalyseurs de la baisse du PIB au 1^{er} trimestre ont été les secteurs des services : le **secteur tertiaire** a apporté une contribution totale à la croissance de -1,9 point de pourcentage, soit plusieurs fois le précédent record négatif. Les fermetures d'établissements ordonnées pour des raisons sanitaires ont directement pressuré le secteur des services.

graphique 4 : Valeur ajoutée, divers secteurs des services



Ce sont **l'hôtellerie et la restauration** qui ont subi le plus fort enfoncement (-23,4 %, graphique 4) : les restaurants ont dû fermer et le compte des nuitées s'est effondré en mars. Le tourisme a été l'un des premiers secteurs à recevoir la griffe de la crise Covid-19 : le nombre de passagers du transport aérien a chuté à partir de début

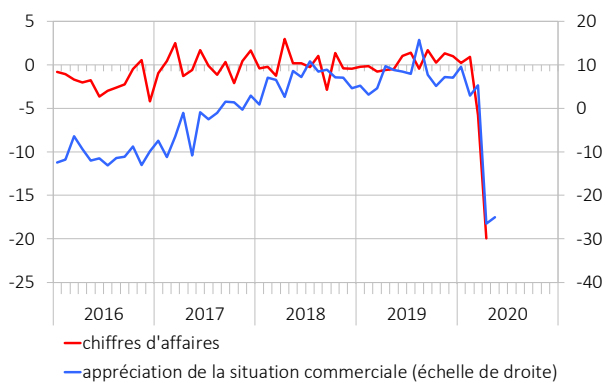
mars, les stations de ski ont dû fermer à la mi-mars et les demandes de chômage partiel ressortissant à ces secteurs ont grimpé en flèche, plus fortement que dans tout autre secteur.

Le secteur des **arts, spectacles, activités récréatives et autres activités de service**, qui comprend également les salons de coiffure et les centres de remise en forme, a également été gravement frappé (-5,4%). De nombreuses entreprises de ce secteur ont dû cesser leurs activités à partir de la mi-mars. En conséquence, dans ce secteur également, le chômage partiel a fortement augmenté.

La valeur ajoutée du secteur des **transports et des communications** a chuté de 5,1%, ce qui représente un record. Cependant, tous les secteurs qui le composent n'ont pas été touchés dans la même mesure : par exemple, en mars, le trafic de passagers a chuté plus fortement que celui des marchandises. Le nombre de passagers dans le trafic aérien a même frôlé le zéro au cours du mois de mars. En revanche, les services postaux et de livraison ont pu bénéficier de l'augmentation du commerce en ligne.

graphique 5 : Commerce de détail

chiffre d'affaires : valeurs réelles corrigées des effets calendaires, variation sur un an en %, situation commerciale : soldes désaisonnalisés



Dans l'ensemble, le **commerce** a enregistré un recul important (-4,4%). Le nombre de nouvelles immatriculations de voitures a fortement baissé. La valeur ajoutée a également diminué dans le commerce de détail. Les fermetures d'établissements, à partir de mi-mars, ont fait chuter les chiffres d'affaires réels (graphique 5). Le commerce en ligne et le fait que les magasins d'alimentation sont restés ouverts ont empêché un déclin encore plus prononcé. Sans surprise, les données pour le mois d'avril, où

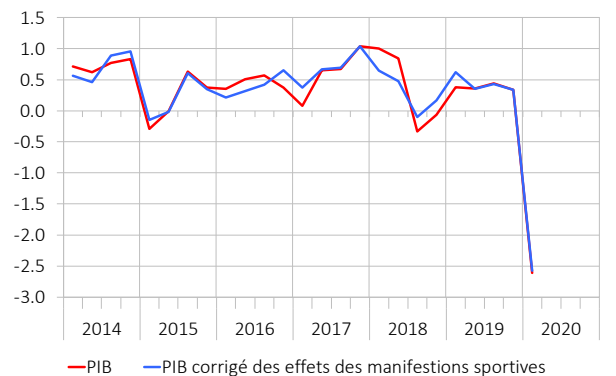
Les chiffres d'affaires s'effondrent dans les secteurs des services

de nombreuses entreprises ont été contraintes de fermer tout au long du mois, montrent un effondrement encore plus fort. Tout au moins, la stabilisation du climat des affaires à bas niveau, en mai, indique que le creux de la vague a pu être atteint compte tenu de la réouverture des magasins depuis lors.

La valeur ajoutée a également diminué dans le secteur des **prestataires de services destinés aux entreprises** (-1,9%), bien que la situation puisse se présenter de façon très hétérogène dans les différents secteurs qui le composent : si les agences de voyage, par exemple, n'ont guère pu générer de chiffre d'affaires après le déclenchement de la pandémie de Covid-19, les activités de recherche et de développement se sont généralement poursuivies. Dans l'ensemble, cependant, les prestataires de services destinés aux entreprises ressentent les effets contraires de la conjoncture.

graphique 6 : Produit intérieur brut et grands événements sportifs internationaux

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent



Dans la rubrique **Santé humaine et action sociale** qui, ordinairement, affiche une croissance relativement continue, la valeur ajoutée a également connu une diminution significative au 1^{er} trimestre 2020 (-3,9%). À partir de la mi-mars, la suppression des examens et interventions qui n'étaient pas jugés absolument nécessaires a également entraîné une sous-utilisation des professionnels du secteur de la santé, dont certains ont dû demander un chômage partiel. Dans le secteur Action sociale, la fermeture partielle des crèches a également entraîné une diminution des prestations fournies. Les établissements médico-sociaux et les foyers pour handicapés, où les prestations n'ont pas été interrompues, ont toutefois empêché une baisse plus importante de la valeur ajoutée.

Seuls quelques secteurs ont connu une hausse de la valeur ajoutée au cours du 1^{er} trimestre. Outre l'**administration publique** (+0,8 %), il s'agit notamment du **secteur des services financiers** qui, avec +2,3 %, a réalisé la plus forte croissance depuis plus de deux ans. Les activités de commission à l'étranger ont été le principal moteur de cette croissance : les exportations de services financiers ont considérablement augmenté dans ce secteur. Il est probable que cela soit lié à la volatilité des cours sur les marchés

Croissance dans le secteur des services financiers

Dépenses

Consommation

Au 1^{er} trimestre, la consommation privée a connu la baisse la plus forte jamais enregistrée depuis 40 ans : -3,5 % (graphique 7).⁵ Habituellement, cette composante de la demande est très stable : une grande partie des dépenses de consommation sont planifiées à long terme ou, pour d'autres raisons, peuvent difficilement être reportées (p. ex. pour le logement et l'alimentation). En outre, les stabilisateurs automa-

Recul sans précédent de la consommation privée

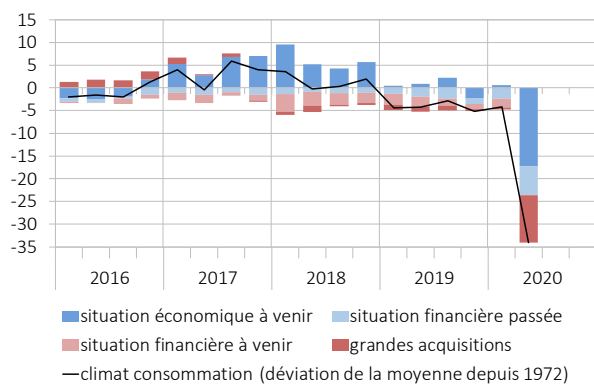
des actions et des capitaux ainsi qu'aux réaffectations de portefeuille qui en ont résulté.

Les grands événements sportifs internationaux prévus pour 2020, dont la valeur ajoutée serait comptabilisée en Suisse, ont été reportés à 2021. De ce fait, les taux actuels de croissance du PIB et du PIB corrigé des effets des grands événements sportifs⁴ sont pratiquement égaux (graphique 6).

d'hôtellerie et l'achat de vêtements et d'ameublement. Les transports publics ont été considérablement restreints, les voyages à l'étranger ont été largement interdits et les restaurants, de même qu'une grande partie des commerces stationnaires, sont restés fermés pendant des semaines. Les canaux de distribution alternatifs, en particulier le commerce en ligne, ont gagné en importance, mais n'ont pu compenser que dans une certaine mesure la perte de chiffres d'affaires infligée au commerce de détail stationnaire. Les décisions prises par les autorités en rapport avec la pandémie de Covid-19 ont également eu un impact sur l'importante catégorie des dépenses de santé : certains traitements médicaux ont été temporairement interdits.

graphique 8 : Climat de consommation

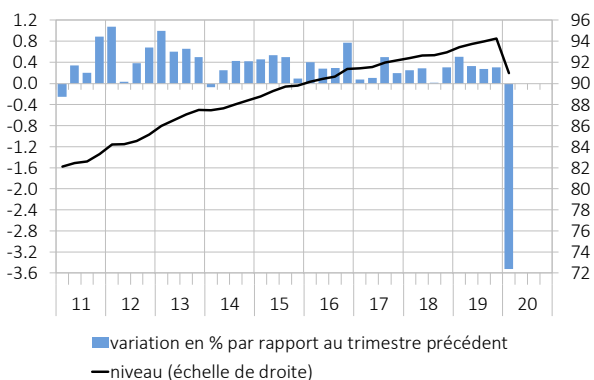
valeurs désaisonnalisées, contributions des indices partiels à la déviation de la moyenne de l'indice global



source : SECO

graphique 7 : Consommation privée

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs



source : SECO

De fortes baisses sont particulièrement manifestes dans les dépenses de mobilité, les services de restauration et

En outre, les consommateurs se sont montrés prudents à l'égard de divers postes de dépenses. Même si le renchérissement des prix à la consommation est revenu en

⁴ Des informations détaillées à ce sujet sont disponibles dans la [note technique](#) « Lissage des effets des grandes manifestations sportives dans le PIB suisse » publiée sur le site Internet du SECO, <http://www.seco.admin.ch/pib> sous la rubrique Autres.

⁵ Y c. la consommation des organisations privées sans but lucratif.

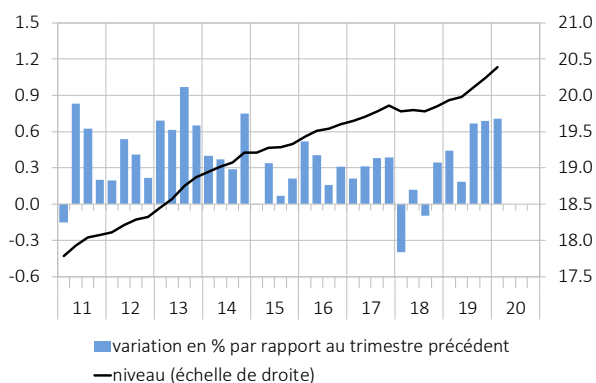
territoire négatif, la forte hausse du chômage et du chômage partiel a cependant déjà eu un effet modérateur sur le pouvoir d'achat des ménages en mars.

En outre, la propension à consommer a été freinée par la grande incertitude qui règne quant à l'évolution ultérieure de la pandémie et à la conjoncture. En avril, le climat de consommation a chuté à un niveau historiquement bas. En particulier, la question de savoir si le moment était propice à des achats importants (« grandes acquisitions »), a reçu plus que jamais des réponses négatives (graphique 8).

En revanche, les **dépenses de consommation des administrations publiques** et des assurances ont continué à croître fortement au 1^{er} trimestre, ce qui a permis de contrecarrer la récession (+0,7 % : graphique 9). Une augmentation sensible de l'emploi dans l'enseignement a été un facteur particulièrement favorable.

graphique 9 : Consommation de l'État

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs



source : SECO

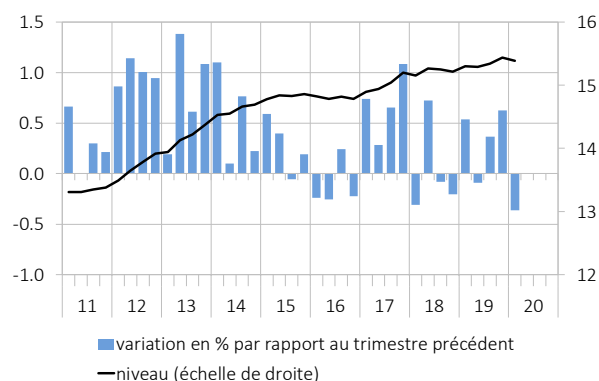
Investissements

Les **investissements dans la construction** ont diminué de 0,4 % au 1^{er} trimestre. Il s'agit de la plus forte baisse jamais enregistrée depuis fin 2006 (graphique 10).

L'année 2020 a bien commencé pour le secteur de la construction : l'hiver doux et sec a permis de remplir les carnets de commandes et d'augmenter les chiffres d'affaires. Cependant, depuis mars, ce secteur ressent les effets de la pandémie de Covid-19. Dans les cantons du Tessin et de Genève, des chantiers ont été temporairement fermés : pour l'ensemble de la Suisse, le chômage partiel a été revendiqué en mars dans le secteur de la construction pour environ 10 % des heures de travail théoriques.

graphique 10 : Investissements dans la construction

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs

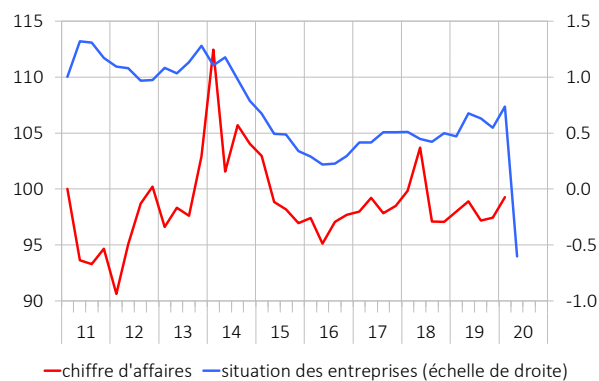


source : SECO

Selon l'enquête du KOF sur la construction, en avril, l'utilisation des capacités des machines et des équipements est tombée en dessous de 67 %, ce qui correspond au niveau le plus bas depuis l'automne 1998. Le climat de confiance s'est assombri en conséquence. Dans le secteur du bâtiment, où l'activité de construction était modérée avant même le déclenchement de la crise, l'évaluation du climat des affaires s'est nettement dégradée. L'évolution des chiffres d'affaires, au 2^e trimestre, devrait s'en trouver d'autant plus modérée (graphique 11).

graphique 11 : Bâtiment

situation commerciale : soldes désaisonnalisés et standardisés, chiffres d'affaires : désaisonnalisés, indice (1^{er} trimestre 2010 = 100)

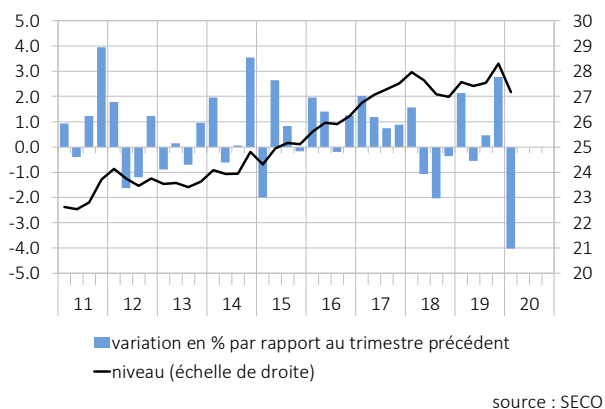


sources : OFS, KOF

Les **investissements en biens d'équipement** ont chuté de 4,0 % au 1^{er} trimestre, la plus forte baisse depuis le pic de la crise financière au premier trimestre 2009 (graphique 12). Toutefois, ce déclin ne saurait être imputé directement à l'évolution conjoncturelle : dans la catégorie Autres véhicules, une compensation s'est opérée après que la flotte de la compagnie aérienne Swiss a été augmentée de deux grands avions de transport au cours du trimestre précédent. En revanche, la chute des investissements dans les rubriques Automobile et Services informatiques est bien imputable, quant à elle, à la situation conjoncturelle. Au cours du premier trimestre, au moins,

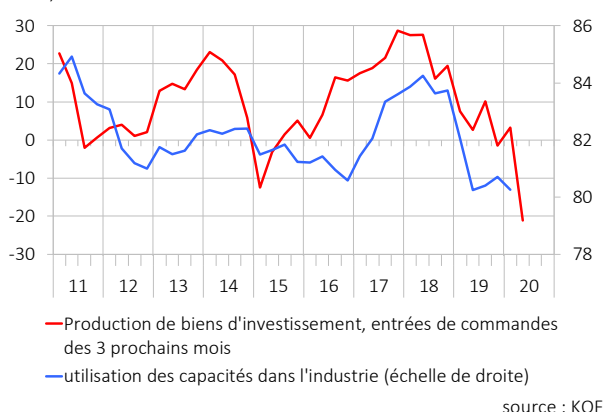
des impulsions positives sont venues des investissements dans la recherche et le développement et dans les machines ainsi que dans l'informatique et les biens électroniques.

graphique 12 : Investissements en biens d'équipement
valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs



La propension à investir a fortement chuté à mi-mars en raison de la pandémie de Covid-19. La crise a entraîné une détérioration massive de la situation financière de nombreuses entreprises en peu de temps. L'utilisation des capacités de production dans l'industrie est encore relativement élevée. Cependant, les entrées de commandes attendues des producteurs de biens d'équipement sont tombées au niveau le plus bas de ces dix dernières années. En conséquence, de nombreuses entreprises sont susceptibles de reporter les investissements de remplacement ou d'expansion ou d'y renoncer complètement (graphique 13).

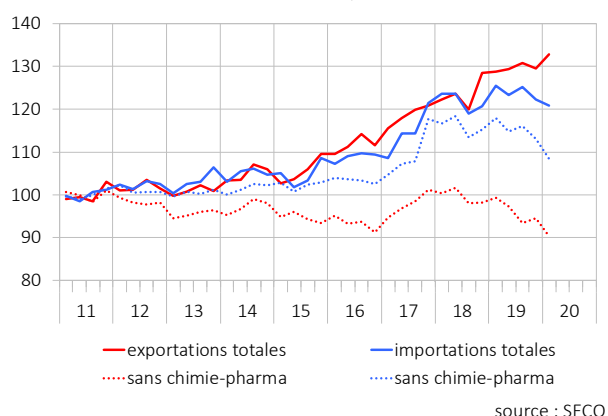
graphique 13 : Indicateurs
solde, valeurs désaisonnalisées



Commerce extérieur

Dans l'ensemble, le commerce extérieur a apporté une contribution positive à la croissance du PIB au 1^{er} trimestre 2020 (v. pages 10 ss.). Cela est dû en particulier à l'augmentation des exportations de marchandises qui s'explique principalement par deux facteurs : d'une part, les exportations de produits pharmaceutiques et le commerce de transit ont connu une très forte croissance au 1^{er} trimestre, d'autre part, l'effondrement induit par la pandémie de Covid-19 dans les secteurs concernés n'a commencé qu'à la mi-mars, de sorte que les effets au premier trimestre ont été limités.

graphique 14 : Commerce extérieur de marchandises
valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2011 = 100



Les **exportations de marchandises** (hors objets de valeur et commerce de transit) ont augmenté de 2,6 % au 1^{er} trimestre, un développement nettement supérieur à la moyenne (graphique 14).⁶ Ce résultat est exclusivement imputable à la catégorie des produits chimiques et pharmaceutiques, dont les exportations ont connu une croissance fulgurante et ont de nouveau atteint un niveau record. Les autres rubriques, davantage soumises aux fluctuations économiques, ont enregistré des pertes significatives dans l'ensemble. Ainsi, les exportations hors produits chimiques et pharmaceutiques se situaient au même niveau qu'à fin 2016, lorsque l'industrie exportatrice suisse était aux prises avec les corollaires du choc du franc suisse et l'environnement international difficile.

Exportations en fort déclin, hormis les produits de la chimie-pharma

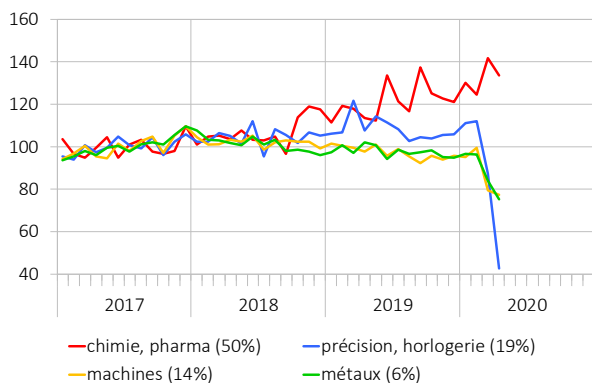
Pour de nombreux biens, un déclin important a commencé en mars lorsque les principaux partenaires commerciaux de la Suisse ont introduit des mesures drastiques à l'enseigne de la lutte contre le Covid-19, et le

⁶ Ci-après, sauf indication contraire, sont commentées les exportations et importations de marchandises à l'exclusion des objets de valeur et du commerce de transit. En raison de différences dans les définitions et le mode de déflation, les chiffres présentés ici ne correspondent pas à ceux de l'Administration fédérale des douanes. Dans les graphiques sont utilisées les formes abrégées suivantes : chimie, pharma : produits de l'industrie chimique et pharmaceutique ; machines : machines, appareils et électronique ; précision, horlogerie : instruments de précision, horlogerie et bijouterie.

déclin s'est encore accentué en avril dans le sillage du fléchissement brutal de l'activité économique au niveau international (graphique 15). À l'exception de l'industrie chimique/pharmaceutique, les principales catégories d'exportation ont subi de graves revers : en mars et avril, les exportations de machines, d'appareils, d'équipements électroniques et de métaux se sont effondrées de plus de 20 %. Dans le cas des instruments de précision, de l'horlogerie et de la bijouterie, la chute a même été supérieure à 60 %, si bien que les exportations dans cette catégorie sont revenues, en avril, au niveau d'avant le tournant du millénaire.

graphique 15 : Exportations de marchandises, principales rubriques

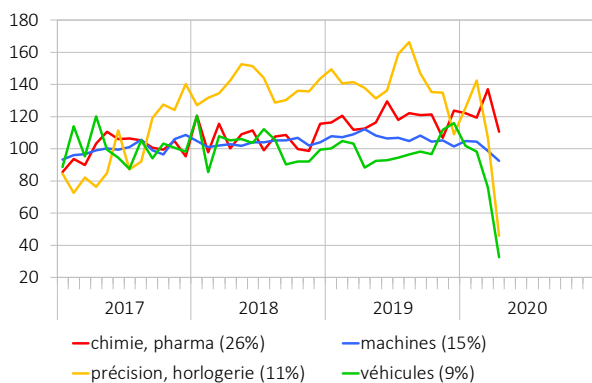
valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2017 = 100, entre parenthèses : quote-part respective en 2019



source : SECO

graphique 16 : Importations de marchandises, principales rubriques

valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2017 = 100, entre parenthèses : quote-part respective en 2019



source : SECO

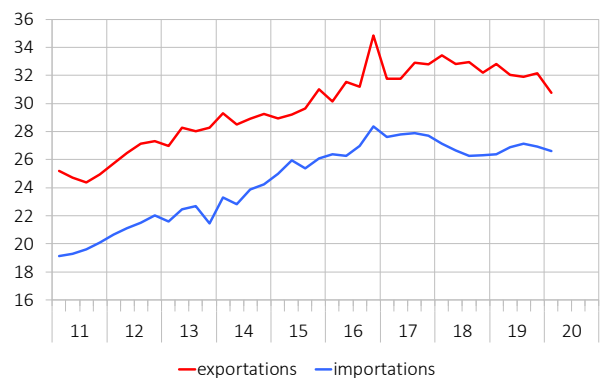
Les **importations de marchandises** (hors objets de valeur) ont diminué de 1,1 % au 1^{er} trimestre (graphique 14). Ici aussi, la catégorie des produits chimiques et pharmaceutiques a apporté une contribution très positive à la croissance : toutefois, étant donné la pondération plus réduite de cette rubrique dans l'agrégat, cette contribution a été nettement plus faible que celle des exportations de marchandises. Les importations de marchandises, hors

industrie chimique/pharmaceutique, ont accusé une baisse significative, revenant ainsi au niveau de 2017.

De même que pour les exportations de marchandises, le résultat trimestriel négatif est essentiellement imputable aux mois de mars et d'avril : toutes les rubriques importatrices ont enregistré une baisse au cours de ces deux mois, si bien que les importations de marchandises ont globalement diminué de près d'un quart en deux mois (graphique 16). Les importations d'instruments de précision, de montres et de bijoux ont été les plus touchées, de même que les importations de véhicules, qui ont chuté d'environ deux tiers dans chaque cas, pour atteindre leurs niveaux les plus bas jamais atteints depuis, respectivement, 15 et 20 ans.

graphique 17 : Commerce extérieur de services

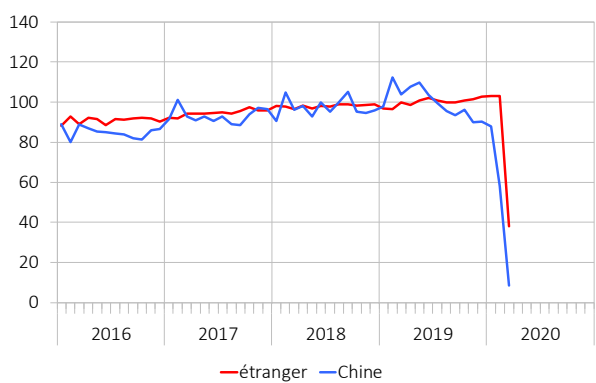
valeurs réelles, désaisonnalisées, en milliards de francs



source : SECO

Les **exportations de services** ont chuté de 4,4 % au 1^{er} trimestre 2020 (graphique 17), l'une des plus fortes baisses de ces dix dernières années. Des contributions négatives ont été apportées en particulier par les services qui ont été les plus gravement touchés par les mesures de confinement. Le tourisme a enregistré de loin la plus forte baisse jamais enregistrée. Le nombre de nuitées des hôtes étrangers s'est effondré en mars (graphique 18). Dès le mois de février, les hôtes chinois se rendaient en Suisse en nombre nettement inférieur. Cela est probablement dû aux restrictions de voyage liées au Covid-19 qu'a imposées la Chine à la fin du mois de janvier. En revanche, les exportations de services financiers et de services dans le domaine R&D ont augmenté.

graphique 18 : Nuitées selon l'origine des touristes
valeurs désaisonnalisées, moyenne 2019 = 100



source : OFS (désaisonnalisation : SECO)

Un tableau similaire a pu être observé pour les **importations de services**, qui ont chuté de 1,2 % au 1^{er} trimestre. Le tourisme et les services de transport ont apporté une contribution clairement négative, tandis que les services financiers et R&D ont de nouveau évolué positivement.

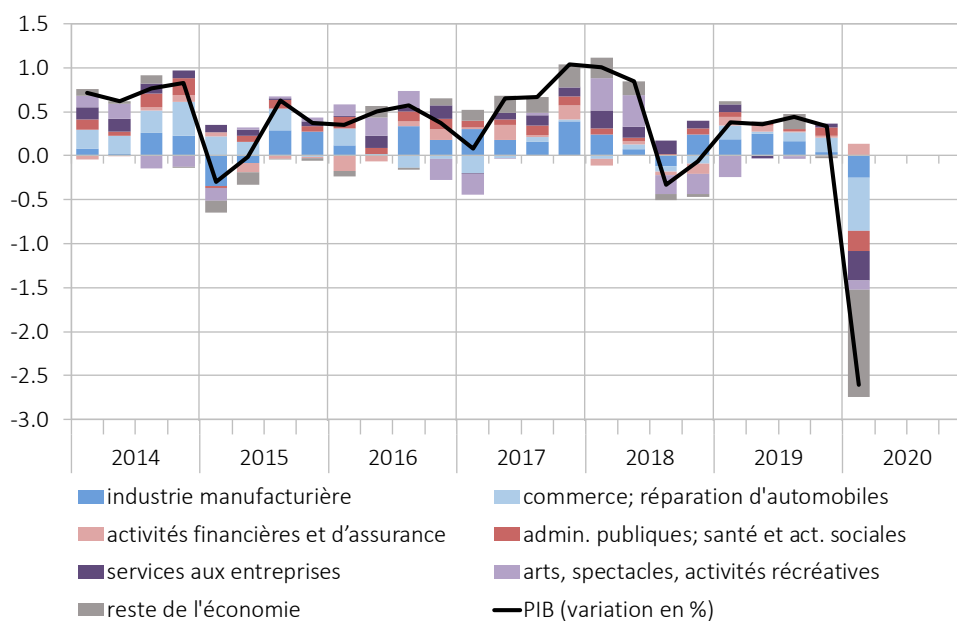
tableau 1 : Produit intérieur brut selon l'approche par la production
valeurs réelles, désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent

	2019:2	2019:3	2019:4	2020:1
Industrie manufacturière	1.3	0.9	0.2	-1.3
Construction	-0.1	0.0	0.7	-4.2
Commerce	0.2	0.8	1.2	-4.4
Hébergement, restauration	2.4	-0.3	1.0	-23.4
Finance, assurances	0.8	0.2	0.2	1.5
Services aux entreprises	-0.2	0.0	0.2	-1.9
Administration publique	0.0	0.4	0.6	0.8
Santé, social	0.3	-0.3	0.5	-3.9
Arts, spectacles, activités récréatives	-0.1	-1.3	-0.4	-5.4
Autres	-0.1	1.2	-0.5	-4.3
Produit intérieur brut	0.4	0.4	0.3	-2.6
Produit intérieur brut corrigé des événements sportifs	0.4	0.4	0.3	-2.6

source : SECO

graphique 19 : Contributions des secteurs à la croissance du PIB

valeurs réelles, désaisonnalisées, variation en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent



source : SECO

Industrie manufacturière : Noga 10 à 33 : **Construction** : Noga 41 à 43 : **Commerce** : Commerce, Réparation d'automobiles et de motocycles, Noga 45 à 47 : **Hébergement, restauration** : Noga 55 à 56 : **Finance, assurances** : Activités financières et d'assurance, Noga 64 à 66 : **Services aux entreprises** : Activités immobilières, Activités spécialisées, scientifiques et techniques, Activités de services administratifs et de soutien, Noga 68 à 82 : **Administration publique** : Administration publique et défense, Sécurité sociale obligatoire, Noga 84 : **Santé, social** : Santé humaine, Action sociale, Noga 86 à 88 : **Arts, spectacles, activités récréatives** : Arts, spectacles, activités récréatives, Autres activités de service, Noga 90 à 96.

tableau 2 : Produit intérieur brut selon l'approche par la dépense
valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent

	2019:2	2019:3	2019:4	2020:1
Consommation des ménages	0.3	0.3	0.3	-3.5
Consommation des administrations publiques	0.2	0.7	0.7	0.7
Investissements dans la construction	-0.1	0.4	0.6	-0.4
Investissements en biens d'équipement	-0.5	0.5	2.8	-4.0
Exportations de biens sans objets de valeur	0.7	0.8	-0.1	3.4
Exportations de biens sans obj. val. et commerce de transit	0.5	1.2	-1.1	2.6
Exportations de services	-2.4	-0.4	0.8	-4.4
Importations de biens sans objets de valeur	-1.7	1.5	-2.3	-1.1
Importations de services	1.8	1.0	-0.8	-1.2
Produit intérieur brut	0.4	0.4	0.3	-2.6

source : SECO

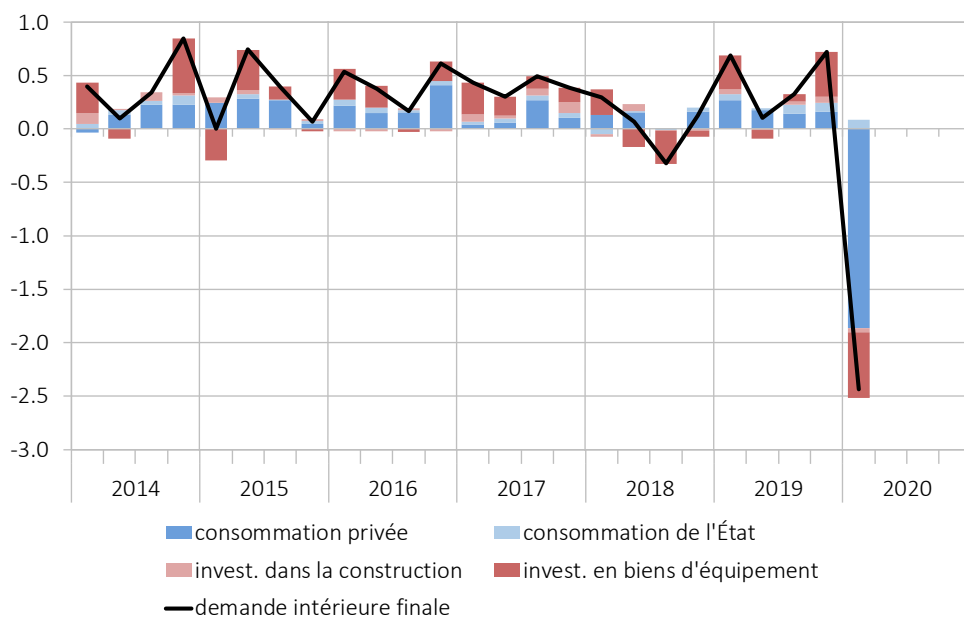
tableau 3 : Contributions à la croissance du PIB

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent

	2019:2	2019:3	2019:4	2020:1
Demande intérieure finale	0.1	0.3	0.7	-2.4
Variation des stocks y compris erreur statistique	0.2	0.5	-1.3	-1.2
Balance commerciale sans objets de valeur	0.1	-0.3	0.9	1.0

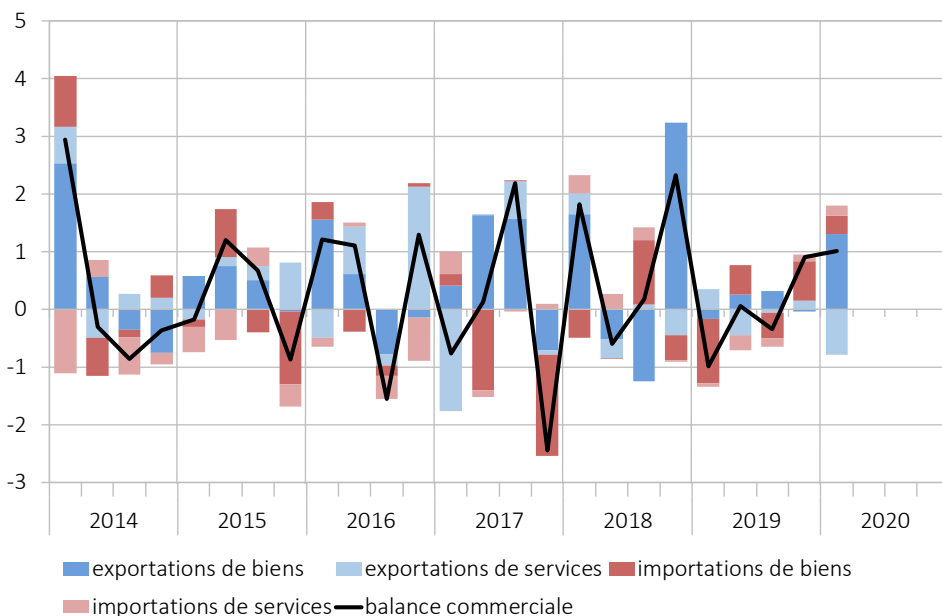
source : SECO

graphique 20 : Composantes de la demande intérieure finale
contributions à la croissance du PIB en points de pourcentage par rapport
au trimestre précédent, valeurs réelles désaisonnalisées



source : SECO

graphique 21 : Composantes de la balance commerciale
contributions à la croissance du PIB en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent, valeurs réelles
désaisonnalisées, exportations et importations de marchandises sans les objets de valeur



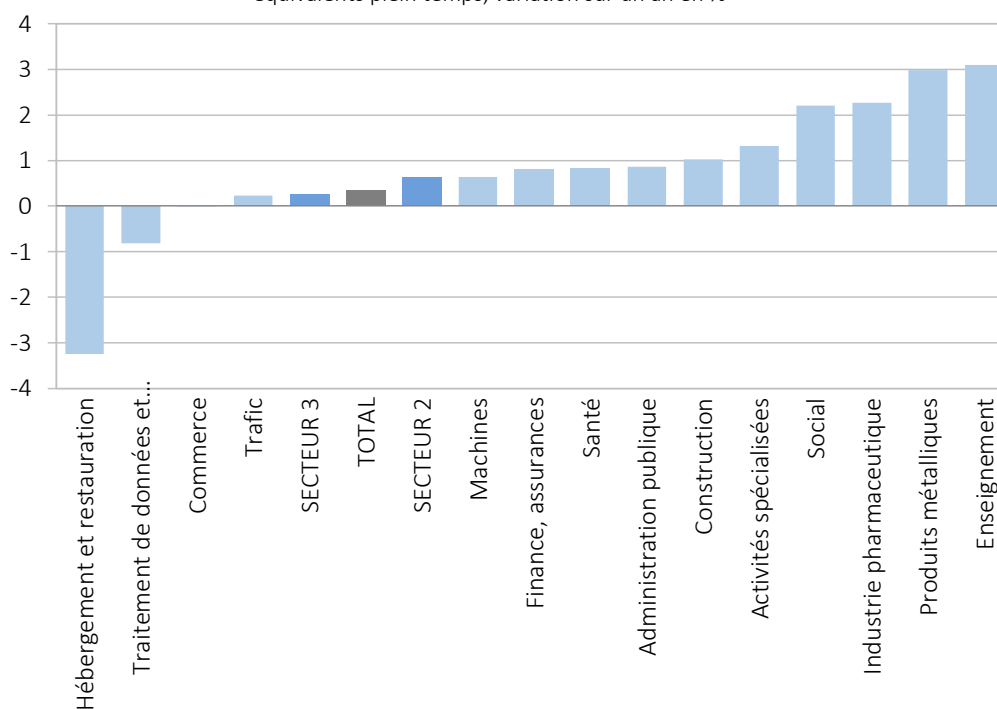
source : SECO

tableau 4 : Emploi en équivalents plein temps, divers secteurs
 quotes-parts respectives à l'emploi total au 1^{er} trimestre 2020, variation sur un an en %

	quote-part 2020:1	2019:2	2019:3	2019:4	2020:1
SECTEUR 2	25.3	1.5	1.1	1.3	0.6
Industrie pharmaceutique	1.2	1.2	0.2	1.9	2.3
Produits métalliques	2.4	4.8	3.3	4.6	3.0
Traitement de données et montres	2.6	4.3	3.5	0.0	-0.8
Machines	1.9	2.4	1.2	0.2	0.6
Construction	8.3	1.1	0.7	2.2	1.0
SECTEUR 3	74.7	1.1	1.1	1.0	0.3
Commerce	12.8	0.0	0.2	0.2	0.0
Trafic	5.3	1.8	1.5	1.7	0.2
Hébergement et restauration	4.6	1.9	0.5	3.6	-3.2
Finance, assurances	5.2	0.2	0.9	1.1	0.8
Activités spécialisées	9.1	2.8	1.7	1.7	1.3
Administration publique	4.1	-0.2	0.8	0.9	0.9
Enseignement	5.9	-1.2	-0.5	0.7	3.1
Santé, social	13.3	2.6	1.7	1.2	1.3
TOTAL	100.0	1.2	1.1	1.1	0.3

source : OFS

graphique 22 : Évolution de l'emploi au 1^{er} trimestre 2020
 équivalents plein temps, variation sur un an en %



source : OFS

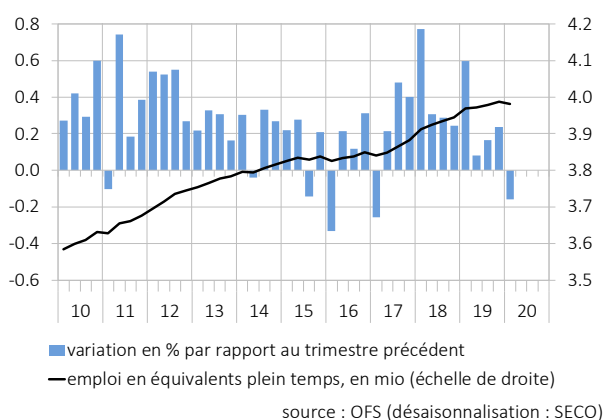
Industrie pharmaceutique : Noga 21 ; **Produits métalliques** : Fabrication de produits métalliques, Noga 24 à 25 ; **Traitement de données et montres** : Appareils de traitement de données et montres, Noga 26 ; **Machines** : Fabrication de machines et équipements n.c.a., Noga 28 ; **Construction** : Noga 41 à 43 ; **Commerce** : Commerce, Réparation d'automobiles et de motocycles, Noga 45 à 47 ; **Trafic** : Trafic et transports, Noga 49 à 53 ; **Hébergement et restauration** : Noga 55 à 56 ; **Finance, assurances** : Activités financières et d'assurance, Noga 64 à 66 ; **Activités spécialisées** : Activités spécialisées, scientifiques et techniques, Noga 69 à 75 ; **Administration publique** : Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire, Noga 84 ; **Enseignement** : Noga 85 ; **Santé humaine** : Activités pour la santé humaine, Noga 86 ; **Social** : Action sociale sans hébergement, Noga 88 ; **Santé, social** : Santé humaine et action sociale, Noga 86 à 88.

Marché du travail

Au 1^{er} trimestre 2020, l'emploi a diminué pour la première fois depuis 2017 (-0,2 % : graphique 23), ce qui s'explique principalement par la tendance à la baisse du secteur tertiaire. Toutefois, il convient de noter que les employés en chômage partiel sont comptabilisés en tant qu'« employés » en raison de leur relation de travail. Il est donc probable que l'utilisation effective de la main-d'œuvre ait connu une évolution beaucoup plus négative dans divers secteurs à partir de la mi-mars.

graphique 23 : Emplois en équivalents plein temps

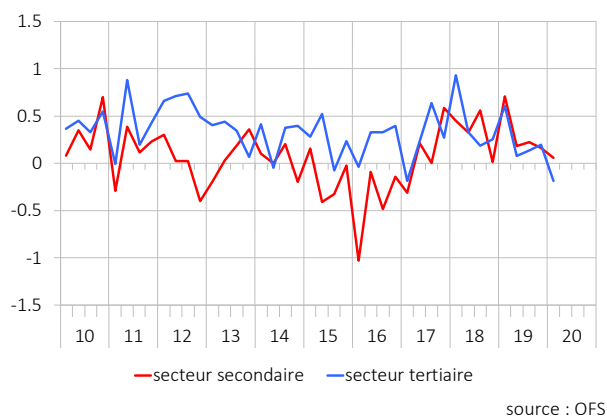
valeurs désaisonnalisées



L'emploi en équivalent plein temps dans le secteur secondaire a augmenté de 0,1 % par rapport au trimestre précédent et se situe donc encore juste dans la fourchette de croissance positive. En revanche, le secteur tertiaire a enregistré une baisse de l'emploi en équivalent plein temps de l'ordre de 0,2 % (graphique 24). Cette baisse est principalement due à la fermeture temporaire de nombreuses infrastructures d'entreprises ouvertes au public. Cette mesure a été ordonnée à la mi-mars par le biais de l'ordonnance sur les mesures destinées à lutter contre le coronavirus⁷. Le nombre de lieux de travail qui ont fermé le 4 avril 2020 en raison de l'ordonnance 2 COVID-19 est estimé à 124 000. Environ 528 000 employés ont ainsi été directement touchés par cette mesure.⁸

graphique 24 : Équivalents plein temps dans les secteurs secondaire et tertiaire

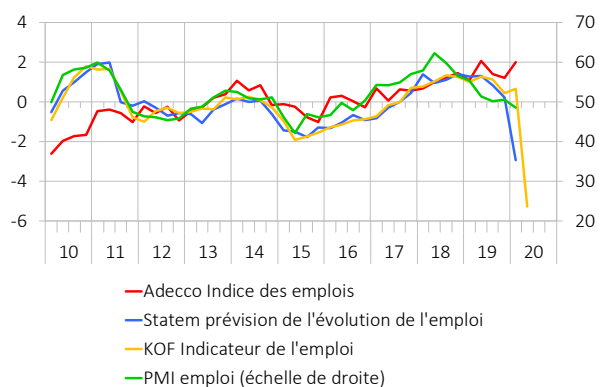
variation en % par rapport au trimestre précédent : valeurs désaisonnalisées



Au 1^{er} trimestre 2020, les principaux indicateurs du marché du travail signalaient déjà en partie une évolution négative de l'emploi (graphique 25) : le sous-indice PMI pour l'industrie se situait en dessous du seuil de croissance tandis que les perspectives d'emploi de la Statem indiquaient une forte baisse de l'emploi. Les données déjà disponibles relatives à l'indicateur de l'emploi du KOF au 2^e trimestre 2020 confirment la forte baisse mise en évidence par d'autres indicateurs.

graphique 25 : Perspectives d'emploi

PMI : moyenne trimestrielle, autres indices : standardisés



L'hiver exceptionnellement doux de 2019/2020 a retardé le renversement de tendance vers une légère hausse que l'on attendait en ce qui concerne le nombre de chômeurs et de demandeurs d'emploi. Le secteur de la construction a, en particulier, enregistré des performances excep-

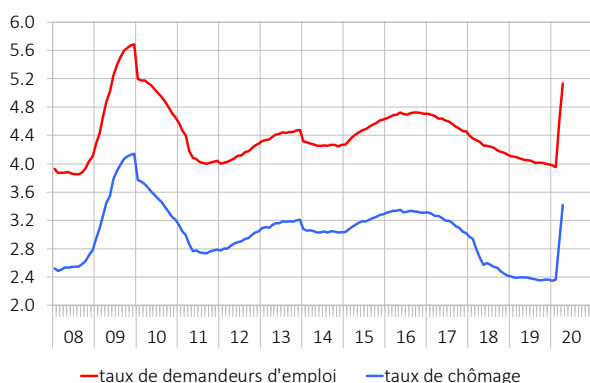
⁷ <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20200744/history.html>.

⁸ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/industrie-services/entreprises-emplois/structure-economie-entreprises.assetdetail.12927653.html>.

tionnelles pendant les mois d’hiver. Le choc du coronavirus a frappé le marché du travail à mi-mars. Bien que l’instrument du chômage partiel amortisse les effets négatifs sur le marché du travail, la situation reste difficile à prévoir. Néanmoins, une hausse historique du chômage a été enregistrée.

graphique 26 : Taux de chômage et de demandeurs d’emploi

valeurs désaisonnalisées, en % de la population active

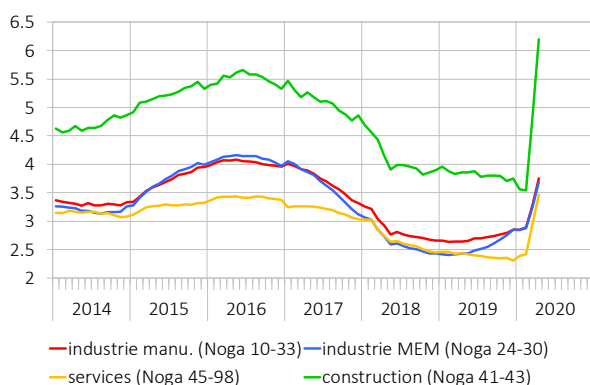


source : SECO

Entre fin février et fin avril, le nombre désaisonnalisé de chômeurs a augmenté de 47 700 (+45,0 %) et le nombre de demandeurs d’emploi de 53 000 (+29,8 %). Fin avril 2020, environ 153 700 personnes étaient enregistrées comme chômeurs et 230 600 comme demandeurs d’emploi. Le taux de chômage corrigé des variations saisonnières (selon le SECO) était ainsi de 3,4 % et le taux de demandeurs d’emploi de 5,1 %. (graphique 26).

graphique 27 : Taux de demandeurs d’emploi, sélection de secteurs

valeurs désaisonnalisées, en % de la population active



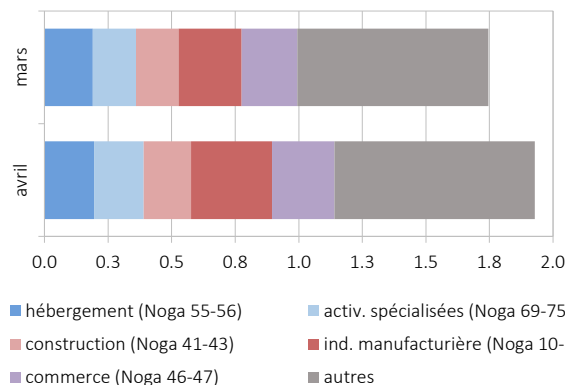
source : SECO

Les secteurs souffrent à des degrés divers des conséquences de la pandémie (graphique 27). Les plus fortes

hausse de taux de chômage corrigé des variations saisonnières ont été enregistrées dans les rubriques suivantes : Hôtellerie et restauration (+4,5 points de pourcentage), Construction (+2,7 pp), Autres activités de services administratifs et de soutien (+1,8 pp), Horlogerie (+1,5 pp), Arts, spectacles, activités récréatives (+1,5 pp). Certains de ces secteurs ont été directement touchés par les fermetures d’établissements ordonnées à mi-mars. Des effets relativement mineurs ont été observés dans les banques et les compagnies d’assurance (+0,4 pp), Santé humaine et action sociale (+0,5 pp), Administration publique et sécurité sociale obligatoire (+0,5 pp). Dans aucun secteur, le nombre de chômeurs corrigé des variations saisonnières n’a diminué.

graphique 28 : Préavis de réduction de l’horaire de travail

en millions, valeurs désaisonnalisées, état au 8 mai 2020



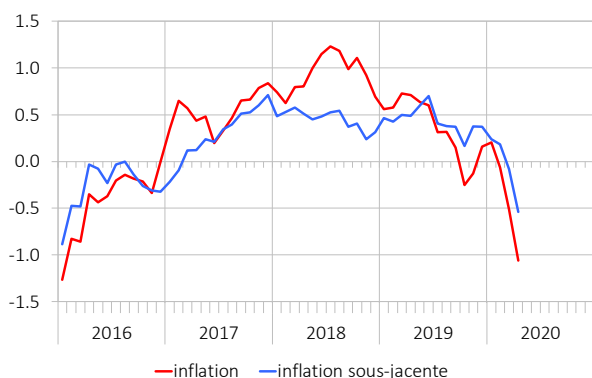
source : SECO

Les préavis de réduction de l’horaire de travail ont augmenté encore plus fortement que les chiffres du chômage. Par rapport au plancher à long terme d’environ 2 000 à la fin de septembre 2018, ils avaient augmenté modérément pour atteindre environ 11 000 à la fin de février 2020. À partir de la mi-mars, ils ont connu un taux de croissance historique. Au 8 mai 2020, ils ont atteint un niveau de 1,9 million pour le mois d’avril, ce qui représente 37 % de la population active en Suisse. Il n’est pas encore possible de dire combien de personnes finiront par bénéficier du chômage partiel et pour quel pourcentage d’emplois. Toutefois, on peut supposer qu’une grande partie du chômage partiel requis sera effectivement mis à profit, en particulier dans les secteurs qui ont été ou sont touchés par des fermetures d’établissements.

Prix

L'inflation des prix à la consommation a fortement diminué ces derniers mois. Depuis février 2020, le taux d'inflation est en territoire négatif : de -1,1 % en avril, il a atteint son niveau le plus bas depuis le début 2016, lorsque les prix à la consommation avaient fortement baissé suite au choc du franc suisse (graphique 29). Près de la moitié du taux d'inflation négatif est imputable à l'effondrement des prix du pétrole (graphique 30). Toutefois, d'autres biens importés ont aussi fourni une contribution nettement négative, ce qui est principalement dû à l'appréciation du franc suisse au cours des derniers mois. En outre, pour la première fois depuis 2016, les prix des produits indigènes ont également baissé. De ce fait, l'inflation sous-jacente, qui exclut les prix des produits frais, de l'énergie et des carburants, a chuté, elle aussi, en terrain négatif (-0,5 %).

graphique 29 : Indice des prix à la consommation
variation sur un an en %, inflation sous-jacente : sans les produits frais et saisonniers, l'énergie et les carburants



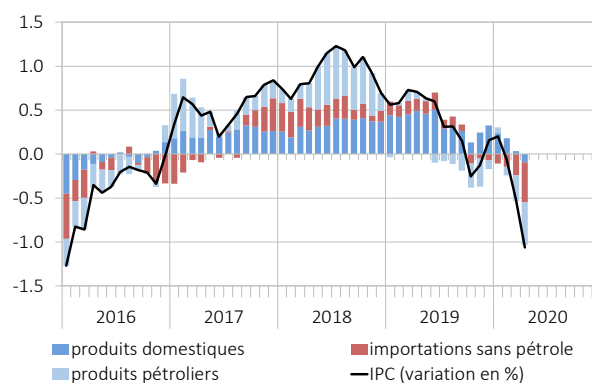
source : OFS

En avril 2020, la baisse des prix était évidente dans tous les domaines : les biens et les services sont devenus

moins chers que l'année précédente. Les plus fortes réductions de prix ont été enregistrées dans les rubriques des transports (-4,8 %) ainsi que des loisirs et de la culture (-4,5 %). Dans le domaine du transport aérien, les prix ont même baissé de 25 % par rapport à l'année précédente. Quant aux prix des voyages à forfait à l'étranger, ils ont également connu une très forte baisse. À elles seules, ces deux rubriques ont contribué pour plus de 0,4 point de pourcentage à la baisse de l'IPC. Cependant, toutes les rubriques n'ont pas été touchées par la baisse des prix : entre autres choses, la nourriture, les boissons alcoolisées et le tabac ont renchéri – des biens pour lesquels la demande est restée intacte malgré la crise du Covid-19.

graphique 30 : Contributions à l'inflation

variation sur un an en points de pourcentage



source : OFS